

Listes de voeux et cadeaux plutôt qu'une stratégie

Noël est à notre porte. C'est le moment de faire la liste de vœux et de préparer les cadeaux. Le projet de loi relatif à la stratégie énergétique est en harmonie avec cette période. En effet, la liste des souhaits est longue : la consommation d'énergie doit diminuer, la production de « bonne » énergie doit être abondante et le tournant énergétique ne doit rien coûter ou presque. Et il y a des cadeaux pour presque tout le monde : une hotte remplie de nouvelles subventions pour le photovoltaïque en ville, pour la biomasse à la campagne et beaucoup de moyens pour l'hydraulique dans les montagnes. Et pourtant, l'ambiance n'est pas très festive. En effet, des questions fondamentales restent sans réponse. Que reçoit la Suisse en contrepartie ? Qui paiera pour ces coûteux cadeaux ? Que se passera-t-il si dans vingt ans ou moins on s'aperçoit que le compte n'y est pas ? Le Conseil national n'a pas répondu à ces questions.

Ce que l'on sait avec certitude, par contre, c'est que seule une fraction des coûts sont connus. Les coûts supplémentaires directs sont estimés à 100 francs par ménage et par an. La situation se corse déjà pour les petites entreprises artisanales qui devront déboursier 3500 francs environ. Pour une entreprise industrielle de taille moyenne, les coûts annuels supplémentaires atteindront 35 000 francs environ. Si on ajoute les coûts indirects liés au développement du réseau et aux solutions de stockage, la facture totale se montera à 100 milliards de francs. À noter que les coûts administratifs des entreprises, générés par de nouvelles mesures bureaucratiques, ne sont pas comptés.

L'année prochaine, le Conseil des États aura une tâche difficile à accomplir. À partir du projet de loi, il devra élaborer une stratégie digne de ce nom. Il devra aussi chiffrer précisément les coûts et les contenir autant que possible. Et, enfin, il devra indiquer ce que l'économie et la population recevront en contrepartie.